

Dynamiques comparées de trois filières dans le delta du fleuve Rouge : riz, porc, ail

Pascal Bergeret, Pham Hoang Ha

Depuis la fin des années 80 et la promulgation de la résolution n° 10, la production agricole vietnamienne a connu une forte croissance. Entre 1990 et 1995, la production végétale vivrière — comprenant le riz, le maïs, la patate douce, le manioc et la pomme de terre — exprimée en équivalent paddy, est passée de 324,6 à 364,8 kilogrammes par tête et par an, soit une progression de + 12,4 %. La production annuelle par tête de viande de porc, de loin le produit carné le plus consommé au Vietnam, est passée de 11 à 13,6 kilogrammes, soit une augmentation de 23,6 % (General Statistical Office, 1996). Ces chiffres sont à interpréter en tenant compte d'un croît démographique annuel moyen de 2,1 % et montrent bien le dynamisme du secteur agricole actuel.

Dans le delta du fleuve Rouge, la production végétale vivrière a accusé une forte crois-

sance. Entre 1990 et 1994, la valeur de la production totale de riz (évaluée au prix de 1994) a augmenté à un rythme moyen de 6,04 % par an. Dans le même temps, la production porcine affiche une croissance moyenne annuelle, en valeur, de 6,75 % (General Statistical Office, 1996). Ces performances impressionnent, surtout lorsqu'on les compare aux pénuries de produits alimentaires et à la stagnation de la production pendant la période précédant les réformes.

Mais il semble que la forte croissance observée ne s'accompagne pas de la diversification qui a pu caractériser, dans d'autres pays voisins, la modernisation du secteur agricole. Par exemple, en Chine, entre 1990 et 1995, alors que la production de grain stagnait à 445 millions de tonnes, la production de viande porcine passait de 22,8 à 32 millions de tonnes (+ 40 %), après avoir crû de plus de 58 % entre 1984 et 1990 (Aubert, 1996).

Parmi les freins à la diversification, le fonctionnement des filières des produits agricoles joue un rôle important. L'analyse comparative des filières du riz, du porc et de l'ail dans le delta du fleuve Rouge permet de mieux comprendre pourquoi les producteurs répugnent à sortir d'une logique de sécurité vivrière, fournie par le riz, pour se lancer dans une diversification des productions plus intégrée aux échanges marchands. Après avoir décrit les principales caractéristiques des filières concernées, nous comparerons, pour chacune d'entre elles, les logiques des producteurs, les conditions du retrait de l'Etat en 1988-1989, les relations

actuelles entre acteurs et, pour conclure, le partage du risque.

Les filières riz, porc et ail : principales caractéristiques

Cette partie et les suivantes s'appuient principalement sur les travaux d'études de filière déjà réalisés dans le cadre du programme fleuve Rouge (Pham Hoang Ha, 1996, pour le riz ; Le Goulven, 1996 et Vu Trong Binh, à paraître, pour le porc ; Le Duc Thinh et Hoang Khanh Phuong, à paraître, pour l'ail). Quelques enquêtes complémentaires ont été conduites en 1997. Le district de Nam Thanh, province de Hai Hung, a été choisi pour l'étude de la partie amont de ces filières (figures 1, 2).

P. Bergeret : coordinateur du programme fleuve Rouge pour la partie française, s/c ambassade de France, 57 Tran Hung Dao, Hanoi, République socialiste du Vietnam.
Pham Hoang Ha : département des systèmes agraires de l'Institut national des sciences agronomiques, INSA/VASI, Van Dien, Thanh Tri, Hanoi, République socialiste du Vietnam.

Tirés à part : P. Bergeret

Cahiers Agricultures 1997 ; 6 : 337-43
Agriculture et développement 1997 ; 15 : 19-25

Conversion des devises (au 30 mai 1997).

Devises	Achat (dongs vietnamiens VDN)	Vente (dongs vietnamiens VDN)
Dollar US (\$)	11 630	11 661
Franc français (FF)	1 911	2 055

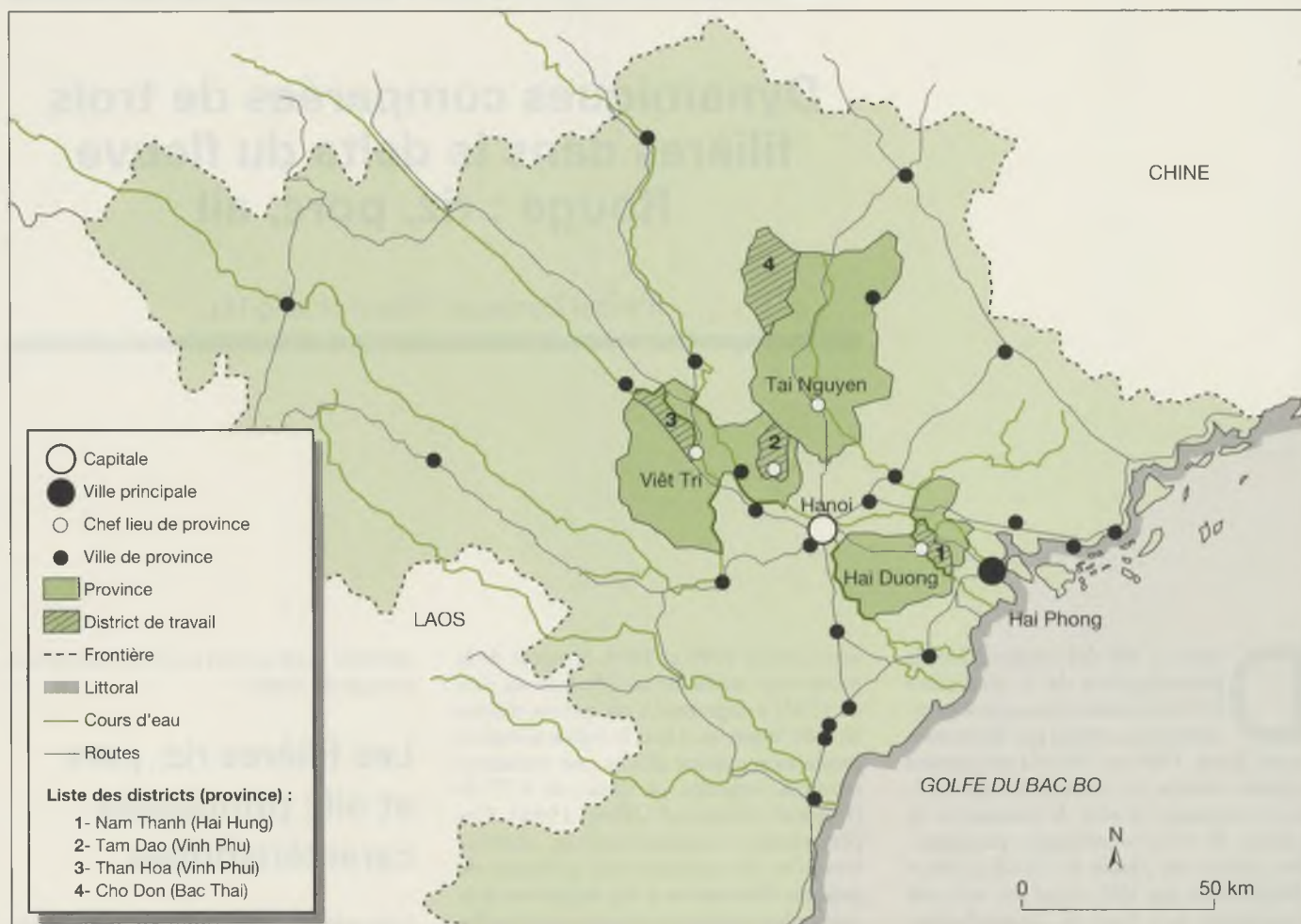


Figure 1. Sites d'implantation du programme fleuve Rouge.

Le riz

Le riz produit dans le delta du fleuve Rouge est, dans sa majeure partie, destiné à la consommation locale, qu'elle soit rurale ou urbaine. Une faible proportion est exportée vers les zones montagneuses du Nord-Vietnam et, au-delà, vers la Chine. Certaines années (comme en 1994), les problèmes d'approvisionnement en Chine du Sud ont entraîné des échanges actifs avec le Vietnam, parfois sous forme de contrebande, ce qui rend la quantification des exportations vers ce pays très malaisée.

Une multitude d'acteurs, en grande majorité privés, participent à la filière, qu'ils soient collecteurs, décortiqueurs, grossistes, transporteurs ou détaillants. Les circuits courts (producteur - décortiqueur - consommateur) sont prépondérants puisque la grande majorité de la population du delta du fleuve Rouge réside en zone rurale. Toutefois, les villes de Hanoi, Hai Phong

et la province minière de Quang Ninh (charbon) constituent d'importants pôles de consommation urbaine.

Le porc

La majeure partie de la viande de porc produite dans le delta du fleuve Rouge est consommée dans cette même région et malgré tous les efforts des pouvoirs publics, les marchés à l'exportation demeurent très limités. Ce sont les circuits longs destinés à l'approvisionnement des villes qui dominent : producteur - collecteur - transporteur - abatteur urbain - détaillant urbain - consommateur.

Le porc est considéré par les agriculteurs comme une production de vente. Le régime alimentaire en zone rurale demeure très déficient en produits carnés alors qu'en ville, la consommation de viande porcine est beaucoup plus banale. A Hai Phong, la fréquence en serait quotidienne pour 40 % des familles et de tous les 2 jours pour 46 % (Le Goulven,

1996), alors que des enquêtes conduites dans deux communes rurales du district de Nam Thanh montrent que 40 et 64 % des personnes interrogées déclarent consommer de la viande moins de trois fois par mois (Nguyen Chi Tam *et al.*, 1995).

Les circuits courts (producteur - abatteur/boucher rural - consommateur) pèsent peu dans le fonctionnement de la filière. Ils concernent une viande de moindre qualité (viande grasse). Les circuits longs d'approvisionnement des villes sont en revanche d'une importance capitale pour l'ensemble de la filière et notamment pour la formation des prix aux producteurs. De plus, un secteur urbain de transformation charcutière commence à se développer autour d'acteurs puissants et bien équipés.

L'ail

Alors que tous les agriculteurs du delta du fleuve Rouge produisent du riz et des porcs,

la production d'ail se limite à la frange la plus aisée des producteurs et à certaines zones géographiques dont le district de Nam Thanh est un bon exemple. Cette filière se caractérise par un nombre limité d'opérateurs parmi lesquels les gros commerçants des zones de production et les grossistes proches des zones de consommation dominant. L'ail du delta du fleuve Rouge est en majeure partie destiné à l'exportation, notamment sur les marchés thaïlandais et laotiens où il est commercialisé en bulbes secs ou en poudre. Sur ces marchés, l'ail vietnamien est fortement concurrencé par l'ail chinois dont le coût de production serait inférieur de 50 % (Le Duc Thinh et Hoang Khanh Phuon, à paraître).

Les logiques des producteurs

Le riz : production alimentaire

Le riz constitue, au sein de chaque exploitation agricole, une production incontournable, non substituable, qui appartient à la sphère d'autosuffisance alimentaire. Avec une surface moyenne en rizière limitée à environ 600 mètres carrés par tête et une production de paddy de l'ordre de 350 kilogrammes par tête et par an (General Statistical Office, 1996), le paysan du delta du fleuve Rouge cherche avant tout à assurer son alimentation et, indépendamment des indications du marché, vise l'obtention d'un rendement rizicole maximum.

Le porc : entre subsistance et marché

La production porcine obéit à une toute autre logique. Elle est considérée comme obligatoire parce qu'elle fournit la fumure organique indispensable au maintien de niveaux de production élevés au sein d'une agriculture très intensive — le coefficient d'utilisation des terres est supérieur à 2 dans le delta du fleuve Rouge. Elle s'appuie sur le recyclage de la biomasse disponible sur l'exploitation. Outre des cultures à faible valeur marchande comme la patate douce, l'alimentation porcine est à base de son de riz, de divers éléments collectés aux abords des maisons (petits mollusques et batraciens, liserons, taros et jacinthes d'eau, etc.) et de déchets de cuisine. La principale dépense est l'achat des porcelets à engrais-

ser et, parfois, de produits vétérinaires. Dans ces conditions, bon an mal an, chaque famille parvient à élever 2 ou 3 porcs par an, en les conduisant à des poids allant de 70 à 90 kilogrammes, sauf si une urgence en provoque la vente prématurée.

Quelques producteurs se spécialisent dans un élevage plus important — bandes allant jusqu'à une dizaine de porcs — notamment s'ils disposent d'unités familiales de transformation de produits agricoles fournissant une grande quantité de sous-produits valorisables par l'élevage : fabrication d'alcool de riz, de pâté de soja ou décorticage du riz. Ce n'est que lorsque les conditions de mise en marché sont favorables — rapport du prix du porc au producteur sur le prix des aliments d'élevage — que les paysans consentent à intensifier la production porcine, surtout en investissant davantage dans l'alimentation (Vu Trong Binh, à paraître). Pour ce faire, ces dernières années, les agriculteurs ont développé la production de maïs d'hiver dont l'emploi pour l'alimentation porcine est à l'origine de l'augmentation des quantités de porc produites. De même, l'emploi de provende se généralise en période de prix favorables. Cette double stratégie, alliant valorisation des ressources disponibles sur l'exploitation et intensification pendant les périodes favorables, explique la fluctuation des rythmes de croissance de la production observée récemment. Par exemple, les taux de croissance annuels en valeur de la production porcine dans le delta du fleuve Rouge, ont été de - 4,41 % en 1991, + 12,62 % en 1992, + 16,19 % en 1993 et + 10,99 % en 1994 (General Statistical Office, 1996, valeurs exprimées en prix de 1994).

L'ail : production marchande

La production d'ail appartient totalement à la sphère monétarisée marchande. Culture d'hiver entièrement destinée à la vente, elle peut être remplacée dans les rotations culturales par d'autres productions non rizicoles (maïs, patate douce, pomme de terre, soja, haricot mungo). Ce sont les niveaux de prix obtenus par les producteurs lors d'une campagne qui déterminent les surfaces consacrées à cette plante l'année suivante. C'est la maximisation du revenu monétaire à l'unité de surface qui est recherchée. Le montant des investissements nécessaires à la culture (coût des semences et des intrants) en fait une production à risque, réservée aux plus nantis. Si les conditions de marché apparaissent défavorables, les producteurs la

délaissent pour se consacrer à des activités moins risquées ou plus lucratives — autres cultures d'hiver, activités non agricoles. Ces faits rendent compte des très fortes variations interannuelles des surfaces consacrées à cette culture.

Les conditions du retrait de l'Etat de ces filières

À la fin des années 80, l'Etat a supprimé le contrôle des prix et s'est retiré de la distribution des denrées agricoles. Ce brusque retrait a eu des conséquences immédiates et spectaculaires puisque, en 1989, la production nationale de riz paddy a fait un bond de + 7,4 %. Toutefois, ce soudain désengagement de l'Etat ne s'est pas déroulé selon les mêmes modalités pour les filières qui nous intéressent ici.

La filière riz : un retrait dans l'ordre

Pour le riz, on peut dire que le retrait de l'Etat s'est fait en bon ordre. Les entreprises d'Etat qui, avant 1988, assuraient la collecte, le décorticage et la distribution, organisèrent leur disparition progressive avec, pour principal souci, semble-t-il, d'assurer le devenir de leurs employés. C'est ainsi que certains employés des usines de décorticage dans les villes moyennes du delta du fleuve Rouge (par exemple Hai Duong) se virent octroyer des crédits préférentiels pour l'achat de nombreuses petites décortiqueuses individuelles et purent s'installer à leur compte.

Ces nouveaux opérateurs n'étaient pas tous issus de l'usine et un bon nombre (10 des 25 décortiqueurs présents à l'heure actuelle) étaient des individus qui, ayant pu accumuler un capital pendant la période précédente, décidèrent de profiter de cette nouvelle opportunité de revenu et se lancèrent dans cette activité.

D'autres employés des usines de décorticage, optant pour une stratégie différente, préférèrent rester dans l'enceinte de l'usine où il se virent confier un petit capital pour effectuer, au nom de l'usine et en échange d'un salaire, des opérations de décorticage et de commerce de riz. L'usine offrit à ces employés la possibilité d'avoir accès à des prêts individuels et préférentiels de la Banque agricole leur permettant de développer ces activités pour leur propre compte, toujours à l'intérieur des bâtiments de l'usine d'Etat.

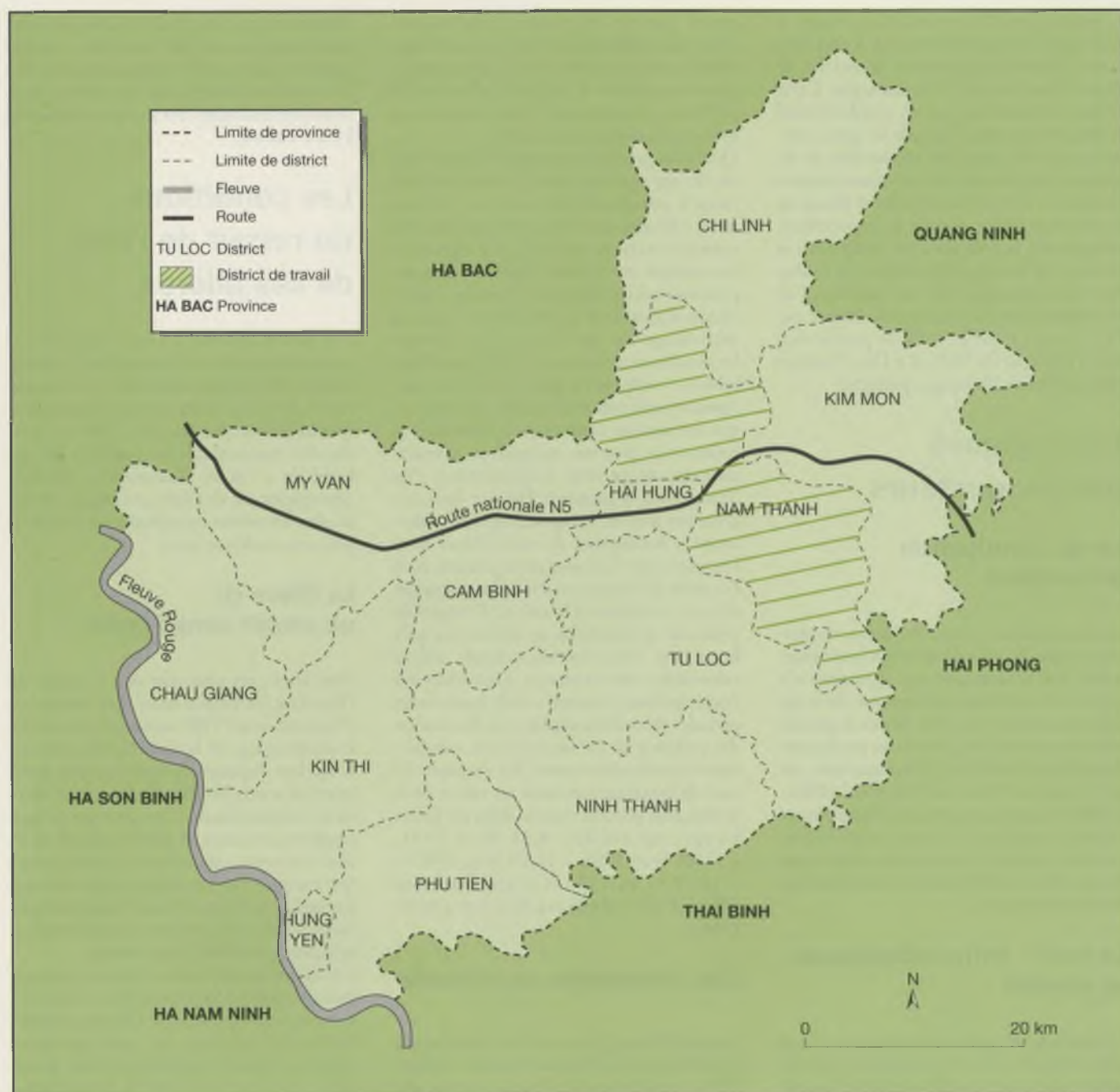


Figure 2. Carte administrative de la province de Hai Hung.

Un réseau de transporteurs privés apparut aussi subitement, utilisant tout d'abord de manière légale une flotte de camions appartenant aux entreprises d'Etat avant que leurs gains ne leur permettent d'acquérir d'autres véhicules. Ces transporteurs firent la liaison entre les nouveaux décortiqueurs et de nouveaux grossistes urbains.

En ville, le retrait de l'Etat des activités de distribution permit l'apparition de nombreux grossistes et détaillants prêts à investir

leur capital disponible dans cette activité. A la campagne, les décortiqueurs individuels étaient déjà nombreux dans les villages du fait de la possibilité pour les producteurs, depuis 1981, de conserver le surplus de production rizicole au-delà des contrats forfaitaires passés avec les coopératives. Ces quantités devaient être décortiquées localement. Dès 1989, de nombreux agriculteurs se lancèrent dans le petit commerce du riz et notamment dans la collecte du riz

paddy pour le transporter, souvent à bicyclette, jusqu'aux nouveaux décortiqueurs installés dans les villes des alentours.

On assista donc, à tous les niveaux de la filière, à l'entrée d'un grand nombre d'opérateurs privés, souvent de petite taille, profitant d'opportunités laissées par le retrait de l'Etat. Ce dernier entend toutefois conserver un rôle de régulation du marché par l'entretien d'un stock public (dit stock A 34) de 400 000 à

500 000 tonnes pour l'ensemble du pays. Les agents localement responsables du renouvellement de ce stock constituent encore des acteurs importants de la filière.

Le renforcement d'anciens réseaux clandestins de la filière porc

Pour la filière porc, le retrait de l'Etat prit l'allure d'un effondrement. Les grands abattoirs d'Etat cessèrent brusquement toute activité. On assista à l'activation et au développement rapide des réseaux autrefois clandestins d'abattage et de commerce de la viande de porc. En effet, pendant la période précédente, à la différence du riz qui bénéficiait de l'attention soutenue de l'Etat, une bonne partie de la production porcine échappait au contrôle du secteur coopératif (Vu Trong Binh, à paraître). Un marché noir très actif, plus ou moins bien toléré suivant les périodes, prenait en charge une bonne partie de la production paysanne. Ces acteurs, prenant acte de la nouvelle politique, affermirent leur emprise sur la filière qu'ils contrôlèrent très vite entièrement. Nombre des bouchers ruraux actuels, par exemple, pratiquaient déjà cette activité de manière illicite pendant la période collectiviste. Cette situation eut pour effet d'interdire l'entrée dans la filière de tout élément étranger à ces réseaux préexistants. Ainsi la profession de détaillante de viande de porc en ville est souvent l'apanage de certaines vendeuses intégrées de longue date aux réseaux de distribution porcine et dont seules les filles ou les brus sont autorisées à rentrer à leur tour dans la profession.

La filière ail : un retrait de l'Etat différé mais total

Singulièrement, la décollectivisation de 1989 n'affecta pas immédiatement la filière ail. En effet, les entreprises d'Etat poursuivirent leur activité d'achat de l'ail aux producteurs et de commercialisation sur les marchés d'Europe de l'Est, débouché quasi exclusif pour cette production à l'époque. Ce n'est qu'en 1991, après l'effondrement de l'Union Soviétique, que ce marché fut perdu et que les entreprises d'Etat cessèrent brusquement leurs activités. Il s'en suivit un marasme important dans ce secteur et une mévente d'autant plus douloureuse pour les producteurs qu'elle succédait à plusieurs années de gains substantiels et sans risque du fait d'un débouché assuré. En

1992, dans le district de Nam Thanh, les surfaces en ail chutèrent de manière spectaculaire par rapport à 1991, passant de 1 000 à 420 hectares (Le Duc Thinh et Hoang Khanh Phuong, à paraître). Ce n'est que très récemment que de nouveaux débouchés vers la Thaïlande et le Laos permirent une certaine reprise de l'activité dans le secteur, mais cette fois entièrement due aux commerçants privés.

Polarisation, circulation de l'information et définition de la qualité des produits

Les mécanismes concurrentiels de la filière riz

Les conditions qui présidèrent au retrait de l'Etat de la filière riz et à l'apparition de très nombreux acteurs en font un espace économique où la concurrence peut jouer à tous les niveaux. Par exemple, les décortiqueurs privés de la ville de Hai Duong signalent la baisse de la fréquence avec laquelle les transporteurs de Quang Ninh viennent s'approvisionner chez eux. Cette baisse serait due au fait que les transporteurs préfèrent s'approvisionner auprès de nouveaux décortiqueurs privés apparus au bord de la route dans certains districts ruraux voisins : cela leur permet de diminuer les coûts de transport et surtout d'échapper aux rackets policiers, fréquents en zone urbaine.

Par ailleurs, le poids des circuits courts dans la formation des prix facilite l'accès des producteurs aux informations concernant les prix de marché à la consommation.

La définition des différentes qualités de riz est claire car elle repose sur la nature des variétés utilisées. Les occasions de fraude ou de pratique obscure apparaissent assez réduites. Tout abus serait vite repéré et aurait pour conséquence une désaffection des agents en cause par leurs partenaires de la filière.

On peut qualifier cette filière de milieu isotrope au sein duquel l'information circule sans entrave dans toutes les directions. Les variations de prix sur les marchés de consommation sont répercutées jusqu'au producteur, de même que les différentiels

de prix résultant de la prise en compte de la qualité du riz. Cette transparence facilite le contrôle de l'Etat même si, certaines années, l'attrait des prix du marché chinois favorise la contrebande — alimentée d'ailleurs en grande partie par du riz en provenance du sud du pays — ou si la gestion du stock A 34 peut souvent apparaître assez opaque.

Le rôle dominant des abatteurs urbains dans la filière porc

Cette filière, où les circuits longs d'approvisionnement des villes dominent, apparaît comme un milieu anisotrope : les flux d'information sont asymétriques et une forte polarisation peut s'observer autour d'un type d'acteur, les abatteurs urbains (Le Goulven, 1996). Ces agents, probablement déjà dominants dans les circuits clandestins de la période collectiviste, ont su se créer des réseaux de collecteurs qu'ils contrôlent totalement. En effet, l'absence de chaîne du froid fait que les animaux doivent être abattus près des lieux de consommation. Les collecteurs de porcs vifs doivent les acheminer le plus vite possible jusqu'aux abatteurs urbains afin de minimiser les pertes de poids après l'achat aux producteurs ainsi que la mortalité avant abattage. Les collecteurs sont totalement dépendants des abatteurs urbains ; il s'est constitué des réseaux disjoints et bien identifiés où chaque abatteur urbain possède l'exclusivité des relations avec une équipe de collecteurs intervenant en zone rurale. Il existe une compétition acharnée entre ces abatteurs urbains qui ne se joue pas tant sur les prix que sur le partage des aires d'approvisionnement parcourues par leurs collecteurs respectifs. Cette rivalité conduit à un phénomène de concentration avec l'apparition d'opérateurs extrêmement puissants. De même, en aval, les abatteurs urbains se sont constitués une clientèle de détaillants venant chez eux, aux premières heures du jour, s'approvisionner en viande de porc pour la revendre sur les marchés. Cette position centrale de l'abatteur urbain lui permet d'avoir un accès privilégié aux informations en provenance à la fois des zones rurales de production et des marchés de consommation urbains. Son rôle est avant tout celui d'un entremetteur entre les collecteurs et les détaillants : en général, l'abatteur urbain n'est jamais propriétaire des porcs vendus. Il ne fait qu'organiser, moyennant une commission, la transaction entre collecteurs et détaillants ainsi que

l'abattage des porcs (Le Goulven, 1996). Il n'endosse donc aucun des risques liés à l'achat des porcs, tout en dirigeant les négociations entre collecteurs et détaillantes du fait de sa bonne maîtrise de l'information. En outre, il fidélise ses réseaux de détaillantes en leur octroyant du crédit (Le Goulven, 1996). Il entretient des relations privilégiées avec ses collecteurs qu'il héberge pendant les nuits passées en ville et qu'il protège contre les rackets policiers ou d'autres abatteurs urbains : le transport nocturne des porcs est en effet l'occasion de toutes sortes de pratiques douteuses, parfois violentes. Le métier de collecteur est risqué et la protection efficace d'un abatteur urbain, indispensable (Le Goulven, 1996). Cette asymétrie des flux d'information et le rôle dominant de l'abatteur urbain sont encore renforcés par de grandes ambiguïtés dans la définition de la qualité des porcs. Sur les marchés de consommation, la qualité de la viande est assez précisément définie en fonction du morceau considéré et du taux de gras. Pour un même morceau, la prise en compte du taux de gras peut entraîner des différences de prix de l'ordre de 10 % (Vu Trong Binh, à paraître). Il n'en va pas de même sur le porc vif pour lequel l'appréciation de la qualité ne peut se faire qu'au coup d'œil ou grâce à la connaissance de l'histoire de l'animal — notamment son alimentation car, actuellement, les porcs commercialisés sont en grande majorité issus du croisement entre races locales et races occidentales ; le taux de muscle dépend donc essentiellement de l'alimentation. Lors de la transaction chez l'abatteur, le prix du porc est négocié sur l'animal encore vif et la détaillante ne peut se fier qu'à son coup d'œil pour évaluer sa qualité alors que le collecteur et l'abatteur disposent d'informations sur l'histoire de l'animal. Lors de la première transaction chez l'agriculteur, en revanche, la prise en compte du taux de muscle probable du porc ne rentre que peu en compte pour la fixation du prix. Entre un porc préjugé maigre et un porc préjugé gras (plus difficile à vendre), la différence de prix au producteur dépasse rarement 2 % (Vu Trong Binh, à paraître). Cet état de fait pénalise le producteur qui ne profite que faiblement des gains de qualité, par ailleurs demandés par les consommateurs urbains. La filière porc apparaît donc comme un espace économique encore très marqué par son histoire lors de la période collectiviste et des années de décollectivisation. L'asymétrie des flux d'information, la situation dominante d'un type d'acteur, les barrières à l'entrée et les incertitudes liées à la prise en compte de la qualité sont autant de

caractéristiques qui entravent le libre jeu de la concurrence. Les producteurs semblent en être les premières victimes.

Les risques importants de la filière ail

Cette filière, fortement polarisée, où les circuits longs d'exportation traitent environ 80 % de la production locale (Le Duc Thinh et Hoang Khanh Phuong, à paraître) se caractérise par le petit nombre de ses acteurs et leur forte concentration géographique. Il existe, à proximité du district de Nam Thanh, le long de la route vers Hai Phong une bourgade où une centaine de familles font le commerce d'ail. L'essentiel des flux d'ail chinois passe par ces familles. Cet ail est ensuite réexporté vers la Thaïlande ou le Laos. L'ail vietnamien produit localement représente environ 60 % des quantités totales traitées par ces commerçants (chiffres de 1995, Le Duc Thinh et Hoang Khanh Phuong, à paraître) et se retrouve en compétition avec l'ail chinois. Malgré des coûts de revient doubles, les variétés vietnamiennes supportent la compétition avec l'ail chinois du fait d'un parfum plus affirmé et d'une plus grande précocité. De plus, l'ail chinois est soumis à une taxe à l'importation et son acheminement jusque dans la région de Nam Thanh est plus coûteux que son transport entre Nam Thanh et Ho Chi Minh Ville (100 \$/t au lieu de 70). La qualité est très précisément définie en fonction de la taille des bulbes et de la variété (couleur, parfum). Il existe de nombreuses catégories dont les prix à l'exportation semblent varier indépendamment. On observe ainsi de fortes fluctuations inter et intra-annuelles des prix à l'exportation, correspondant à la nature très précise et très variable de la demande des acheteurs. En outre, les prix à l'importation de l'ail chinois sont eux aussi extrêmement variables. Le caractère imprévisible de tels mécanismes fait de la production et du commerce de l'ail des activités à haut risque où les gains et les pertes peuvent être rapidement élevés. Il semble que la formation des prix soit fortement déterminée par des mécanismes hors du Vietnam, soit en Chine, soit sur les marchés à l'exportation. Ces fortes contraintes extérieures se traduisent par une certaine solidarité au sein des circuits vietnamiens et par des flux d'information rapides et symétriques. Dès lors, l'expérience des agents, leur assise financière et leur capacité d'adaptation aux fluctuations des prix déterminent leurs gains. Ce genre de logique ne peut se rencontrer qu'au sein

de la frange la plus aisée des producteurs, pour qui l'ail représente un complément par rapport à d'autres revenus plus stables. Dans ces conditions, on comprend que la production d'ail à Nam Thanh reste très instable et limitée.

Conclusion : la répartition du risque

L'expérience des pays dont l'agriculture s'est modernisée montre que le développement de la production ne peut s'opérer de manière durable dans un contexte où le risque du producteur est trop élevé. Ce que nous avons vu des filières riz, porc et ail dans le delta du fleuve Rouge le confirme. Le fonctionnement de la filière riz montre que le producteur n'est pas soumis à d'autre risque que le risque climatique. La logique de subsistance qui régit encore la production rizicole au nord du pays implique une augmentation significative et régulière de la production, aux aléas climatiques près. A l'opposé, tous les acteurs de la filière ail endossent un risque considérable et ce n'est qu'en connaissance de cause que certains producteurs investissent dans cette production de type quasi spéculative. Pour ce qui est du porc, la situation est plus complexe. Le caractère obligé de la production porcine pour tous les producteurs assure un approvisionnement minimal du marché. Mais le rythme irrégulier de la croissance de cette production montre bien qu'au-delà de cette quantité minimal, toute intensification est soumise à un risque important. Entre les marchés urbains et les producteurs s'interposent une série d'acteurs qui ont su acquérir une position dominante et capter les gains que procure ce marché en expansion. La régulation des marchés et la diminution du risque des producteurs apparaissent donc comme des conditions nécessaires au développement durable et à la diversification de la production agricole. Pour des filières comme l'ail, de tels objectifs relèvent de la politique de commerce extérieur appliquée par le gouvernement — protection aux frontières, stabilisation des prix à l'export, etc. Pour des filières comme le porc, les aspects d'organisation intérieure prédominent. Les producteurs, atomisés et sous-informés, apparaissent comme le maillon faible de la filière. Il reste à savoir si l'Etat dispose de moyens suffisants pour promouvoir des mécanismes visant à augmenter le poids des producteurs dans la filière et s'il en a la volonté politique. ■

Références

- Aubert C., 1996. Chine rurale : le fossé villes/campagnes. Presses universitaires de France, IEDES, Paris, France, *Tiers Monde* 37 (147), 22 p.
- General Statistical Office, 1996. Statistical Yearbook 1995. Hanoi, Vietnam, Statistical Publishing House, 432 p.
- Le Duc Thinh, Hoang Khanh Phuong, à paraître. Production des cultures sèches d'hiver à Nam Thanh, Hai Hung. In Actes du séminaire agriculture familiale et gestion des ressources du milieu dans le delta du fleuve Rouge, Hanoi, Vietnam, avril 1996. GRET, Paris, France.
- Le Goulven K., 1996. Les formes de coordination de la filière de viande porcine dans le delta du fleuve Rouge, Vietnam du Nord. Mémoire de DEA, CNEARC-ENSA, Montpellier, France, 110 p.
- Pham Hoang Ha, 1996. Les transformations de la filière riz au Vietnam. Cas de la région du delta du fleuve Rouge. Mémoire de Master Science, IAM, Montpellier, France, 170 p.
- Vu Trong Binh, à paraître. La commercialisation de la viande porcine dans le delta du fleuve Rouge. In Actes du séminaire Agriculture familiale et gestion des ressources du milieu dans le delta du fleuve Rouge, Hanoi, Vietnam, avril 1996. GRET, Paris, France.
- Nguyen Chi Tam *et al.*, 1995. Nutritional status of mothers and children under 5 years of age and some affecting factors in Thai Tan and Quoc Tuan communes, Nam thanh district, Hai Hung Province. Report submitted in partial fulfillment for the requirements of the field practice of the Master of science in Community Nutrition Programme. National Institute of Nutrition, Hanoi.

Résumé

Dynamiques comparées de trois filières dans le delta du fleuve Rouge (riz, porc, ail).

Le désengagement de l'Etat ne s'est pas opéré dans les mêmes conditions pour les filières riz, ail et porc dans le delta du fleuve Rouge. Pour le riz, la prise en charge quasi totale des transactions à tous niveaux par le secteur privé a eu pour résultat une multiplication des intervenants et s'est traduite par leur mise en concurrence ; ce processus a eu des retombées favorables pour les producteurs et les consommateurs. La réorganisation de la filière porcine autour des réseaux semi-clandestins de la période collectiviste, a eu pour conséquence le fonctionnement actuel où l'opacité des transactions, la segmentation des marchés et l'asymétrie des flux d'information sont la règle ; les producteurs en sont victimes. La filière ail représente un cas particulier de production spécialisée à forte valeur ajoutée mais comportant des risques considérables tant pour les producteurs qu'à la commercialisation ; elle illustre parfaitement le dynamisme et les grandes facultés d'adaptation des acteurs qui y interviennent et aussi les limites dues à l'absence de régulation. L'article compare les principaux traits de ces filières et leurs dynamiques, de la collecte des produits jusqu'à la vente aux consommateurs. Il examine aussi les conséquences des recompositions observées sur la production.

Summary

A comparison of three commodity sectors in the Red River delta (rice, pork, garlic).

The withdrawal of the State has taken place in different conditions in the rice, garlic, and pork sectors of the Red River delta. Almost all the transactions in the rice sector are now carried out in the private sector which has led to an increase in the number of traders and greater competition. This has been beneficial for both producers and consumers. The reorganization of the pork sector has been based on the semiclandestine networks that existed under collectivization, which means that this sector is now characterized by secret transactions, segmented markets, and poor flows of information. Producers are losing out as a result. The production of garlic is a specialized, high-value sector where risks are high for producers and distributors. This sector illustrates the adaptability of producers, wholesalers, and retailers to a changing market as well as the limitations of deregulation. The article compares the main characteristics of these sectors, from the farm gate to final consumption. It also examines the effects that restructuring has had on production.

Tóm tắt

So sánh tính năng động của ba loại ngành hàng nông sản ở vùng Đồng bằng Sông Hồng (lúa, lợn và tỏi).

Việc rời lỏng sự kiểm soát của Nhà nước không thực hiện trong các điều kiện đồng đều đối với các ngành hàng sản xuất nông sản như lúa gạo, cây tỏi và con lợn ở vùng Đồng Bằng Sông Hồng.

Đối với ngành hàng lúa gạo, hầu như toàn bộ các giao dịch ở các mức độ đều do khu vực tư nhân đảm nhiệm, điều này dẫn đến kết quả làm nảy sinh gặp bội các tác nhân tham gia và dẫn đến sự cạnh tranh giữa các đối tác này: quá trình này tác động phù hợp có lợi đối với những người sản xuất và những người tiêu thụ.

Việc tổ chức lại của ngành hàng chăn nuôi lợn xung quanh các mạng lưới bán công khai từ thời kỳ tập thể hoá, mà hậu quả tồn tại của cách thức hoạt động hiện nay là các giao dịch mờ ám (trốn tránh các loại thuế), làm thị trường phân nhỏ, thông tin giá cả không thống nhất và những người chăn nuôi là nạn nhân của điều này.

Đối với ngành hàng tỏi đại diện cho một trường hợp đặc biệt của sản xuất chuyên môn hoá có giá trị thặng dư cao, nhưng chứa đựng những rủi ro lớn kể cả đối với người sản xuất lẫn sự thương mại hoá chúng. Điều này minh hoạ hoàn hảo tính năng động, khả năng thích ứng của các tác nhân tham gia và cũng đồng thời biểu hiện những hạn chế do không có sự điều chỉnh thích hợp.

Bài viết này so sánh những nét chủ yếu của các ngành hàng nêu trên và về tính năng động của nó, từ khâu thu gom các sản phẩm đến tận khi bán các sản phẩm đó cho những người tiêu dùng.

Bài này cũng xem xét đến những hậu quả quan sát được đối với sản xuất.